

ANNEXE 7. VOLET URBANISTIQUE DE LA DEMANDE

7.1. INTRODUCTION : ACTES ET TRAVAUX CONCERNES

Sur le plan urbanistique, la présente demande de permis unique est soumise à permis pour :

- *L'utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets ...* (Art. D.IV.4, 15°, a) → entreposage durant 20 ans des stocks d'agréats pour béton
- Construire, ou utiliser un terrain pour le placement d'un ou plusieurs installations fixes. dont l'appui assure la stabilité.... (Art. D.IV.4, 1°) → étendre les loges à agréats par aménagement de "murs-poids" en "blocs LEGO" en béton lourd.

La présente annexe vise les travaux nécessitant une autorisation urbanistique (donc soumis à permis d'urbanisme s'ils n'étaient associés à un projet d'exploitation), mais **non soumis au concours d'un architecte**.

Elle rassemble les données administratives concernant ces travaux, en renvoyant le lecteur, le cas échéant, vers d'autres annexes. Elle fournit aussi les données techniques qui ne peuvent figurer sur les plans de ces travaux.

7.2. ELEMENTS COMMUNS AUX DIFFERENTS VOLETS DE LA DEMANDE

La demande de permis :

Tant l'utilisation habituelle du terrain pour l'entreposage de matériaux que la constitution de murs-poids relèvent du même "type de demande" puisque le mur-poids est lui-même un dépôt de matériaux (blocs en béton lourd dont le poids assure l'assise au sol).

- ➔ Formulaire Annexe 6 du CoDT (applicable à la modification de relief, mais aussi à l'entreposage de matériaux)

Le formulaire "annexe 8 de l'AGW relatif à la gestion et à l'assainissement des sols" :

Ce formulaire joint à la suite des formulaires de demande de permis, établit que la demande n'est pas soumise à étude d'orientation sur base des critères urbanistiques, en effet :

- Les actes et travaux prévus par la demande n'impliquent pas de modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols, puisque les surfaces concernées sont déjà aménagées (sol et murs en béton) et occupées ; en outre, tant les stocks que les "murs-poids" (fiche technique jointe en fin d'annexe) sont aisément déplaçables s'il fallait vraiment un jour intervenir pour gérer une pollution du sol. Des précisions sont données à ce propos en ANNEXE 11.
- Le projet n'implique pas de changement d'usage vers un type plus contraignant, puisqu'il s'agit d'un renouvellement d'autorisation.
- Si le permis unique précédent incluait la démolition de l'ancienne centrale à béton, implantée sur les parcelles 341c et 410f, cette démolition s'est déroulée en 2009 soit bien avant l'entrée en vigueur du décret sols.

Ces formulaires sont joints à la suite du "descriptif" de la présente annexe.

Le plan de situation : ce plan est déjà fourni à l'annexe 2 de la demande de permis unique : extrait de la carte IGN au 1/10000^{ème} + plan de secteur.

Le plan d'implantation : Le plan descriptif de l'annexe 4 fait aussi office de plan d'implantation générale de l'ensemble existant et projeté.

Un plan spécifique au stockage d'agrégats est fourni ci-après.

Les photos du site : voir le reportage photo sur documents A3, joint à la fin de la présente annexe, à la suite des formulaires.



Demande de permis portant sur la modification sensible du relief du sol au sens de l'article D.IV.4, 9°, du CoDT ou sur l'utilisation d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets ou pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles au sens de l'article D.IV.4, 15° du CoDT ou sur des actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction autorisée

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° Boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale :FAMENNE BETONS.....

Forme juridique :société anonyme.....

Adresse

Rue : ...rue du parc industriel... n° ...40... Boîte--.....

Code postal : ...6900..... Commune : ... MARCHE-EN-FAMENNE... Pays :BELGIQUE...

Téléphone :084 / 31 30 91..... Fax :--.....

Courriel :info@famenne-betons.com.....

Personne de contact

Nom :DAVID..... Prénom : ...Thomas.....

Qualité :coordinateur qualité et environnement.....

Téléphone : ...0491 / 96 00 37..... Fax :

Courriel :thomas.david@mathieusa.be.....

Auteur de projet

Nom :MARISSIAUX..... Prénom :BERTRAND.....

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale :BE.STONE.....

Forme juridique :Société à responsabilité limitée.....--.....

Qualité :Consultant en environnement.....

Adresse

Rue :rue d'Achet..... n° ...73... Boîte ...--.....

Code postal : ...5362... Commune :HAMOIS..... Pays :BELGIQUE.....

Téléphone :083 / 61 29 44..... Fax :

Courriel :b.marissiaux@skynet.be.....

Cadre 2 – Objet de la demande

Description du projet :

Présenter les actes et travaux projetés, le but poursuivi, le cubage approximatif des terres à déplacer ainsi que l'indication de la nature des terres à enlever et, le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener ;

.....Dans le cadre d'un renouvellement de permis unique d'une centrale à béton :

.....- utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt de matériaux (agréats pour béton)

pas de modification de relief du sol

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

.....pas de phasage : extension des "loges de stockage" en une saison, puis poursuite du stockage d'agréats pendant 20 ans, durée présumée du permis sollicité.....

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : ... Aisne,..... n°--.....

Code postal : ...6941..... Commune : ... HEYD (DURBUY).....

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	DURBUY	7	B	325 L1	Carr. De Préalle
Parcelle 2	DURBUY	7	B	340 B	Carr. De Préalle
Parcelle 3	DURBUY	7	B	'-- (dom.public)	Ville de Durbuy
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- ☐ Certificat d'urbanisme n°1 délivré le à
- ☐ Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le à
- ☐ Certificat de patrimoine délivré le à
- ☒ Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :

Ne sont cités ici que les permis en lien avec la demande

.....
 14-09-2005 : permis unique pour construction et exploitation de la centrale à béton (échéance 09-2025 pour l'exploitation, illimité pour la construction).....

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- ☐ Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- ☒ Plan de secteur : ...zone d'activité économique industrielle
- ☐ Carte d'affectation des sols :
- ☐ Schéma de développement pluricommunal :
- ☐ Schéma de développement communal :
- ☐ Schéma d'orientation local :
- ☐ Guide communal d'urbanisme :
- ☐ Guide régional d'urbanisme :
- ☐ Permis d'urbanisation : Lot n°:
- ☐ Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable
- ☐ Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification
- ☐ Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée :

En application du Code Wallon du Patrimoine

- ☐ bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement)
- ☐ bien situé dans une zone de protection d'un bien classé
- ☐ bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie
- ☐ bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon
- ☐ bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ☐ bien situé dans le périmètre de la carte archéologique

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

.....aucune dérogation

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☒ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement (Formulaire général, 2ème partie)
- ☐ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 8bis - Code Wallon du Patrimoine

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☐ Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code Wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme.
- ☐ Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code Wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- ☒ Non
- ☐ Oui : description succincte des travaux

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière.

Cadre 10 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ~~○ Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée~~
- ~~○ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande~~

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- ☒ un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :
 - ☐ l'orientation ;

- ☐ les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
- ☐ l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;
- ☐ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - ☐ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☐ au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;
- ☒ l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
 - ☐ les limites de la parcelle concernée ;
 - ☐ le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
 - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☐ l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
 - ☐ s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, les plantations des propriétés voisines, leur distance vis-à-vis des limites du terrain en cause, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
 - ☒ s'il s'agit d'un dépôt de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets, l'implantation du dépôt, la superficie du dépôt et sa hauteur, la nature de matériaux ou déchets à déposer et le type de clôture ou les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ainsi que leur emplacement ;
 - ☐ s'il s'agit du placement d'une ou plusieurs installations mobiles, leur implantation, leur nombre et, le cas échéant, le type de clôture ou les dispositifs prévus pour dissimuler les installations ;
 - ☐ la situation prévue après réalisation des modifications du relief du sol ou l'enlèvement du dépôt ;
 - ☐ la gestion des abords et la protection des constructions et plantations voisines ;

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 centimètres.

Cadre 11 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial**Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial.

Namur, le 22 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

**FORMULAIRE ASSOCIE AU CADRE "DECRET RELATIF A LA
GESTION ET A L'ASSAINISSEMENT DES SOLS" DES
FORMULAIRES DE DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME,
UNIQUE OU INTEGRE, ET DE DEMANDE DE CERTIFICAT
D'URBANISME N°2**

Ce formulaire et ses annexes éventuelles doivent accompagner le formulaire de demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 sollicité auprès des autorités compétentes définies par le Code du Développement Territorial.

Les documents requis sont datés de moins de six mois.

Les termes "Décret sols" de ce formulaire font référence au Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Une aide au remplissage de ce formulaire est disponible sur le Portail environnement du Service Public de Wallonie - <https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires-sol.html>

CADRE I : VERIFICATION DES DONNEES RELATIVES AU BIEN INSCRITES DANS LA B.D.E.S.

I.1 Les parcelles objet de votre demande de permis sont-elles reprises en couleur "pêche" dans la Banque de Données de l'Etat des Sols (BDES – bdes.wallonie.be)¹?

☒ Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées, soit en remplissant le tableau ci-dessous soit en joignant un extrait conforme de la BDES pour chaque parcelle concernée (attention, cet extrait conforme est payant et doit dater de moins de trois mois), et passer aux questions suivantes (y compris celles du cadre II de ce document) :

Référence de la parcelle cadastrale concernée par la couleur "pêche" (Catégorie 1 et/ou 2 telle(s) que définie(s) à l'article 12 §2 et/ou 3 du Décret sols)	Date de consultation de la B.D.E.S. (dans les trois mois précédant la date du dépôt de ce formulaire)
DURBUY 7ème Div. (HEYD) section B, n°325 L et 340 b	06-08-2025

☐ Non, veuillez examiner les points I.2 et I.3 du cadre I et passer ensuite directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

I.2 Si vous devez apporter des informations complémentaires relatives à l'état de pollution du sol, en lien avec l'objet de la demande de permis, non présentes dans la BDES et non encore transmises à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, **veuillez** suivre la procédure prévue par l'article 6 du décret sols en déclarant une

¹ Concernant les parcelles reprises en "bleu" dans la BDES, veuillez prendre connaissance des informations données à ce sujet sur le Portail Environnement du Service Public de Wallonie

pollution du sol au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi qu'au collège communal de la ou des commune(s) concernée(s).

I.3 Si vous souhaitez apporter des rectifications aux données contenues dans la BDES, **veuillez** introduire une demande de rectification (utilisation du bouton "rectification" prévu à cet effet pour chaque parcelle reprise dans la B.D.E.S.).

CADRE II : DOCUMENTS REQUIS EN VERTU DES OBLIGATIONS DU DECRET SOLS

Attention, ce cadre n'est à remplir qu'en cas de demande de permis pour laquelle au moins une des parcelles concernées par la demande est reprise en couleur "pêche" dans la BDES.

II.1. Votre demande de permis correspond-elle à une des situations suivantes :

Objet principal de la demande de permis		oui	non
	Réalisation d'un réseau de distribution, de production ou d'assainissement d'eau, d'électricité ou de gaz, de télécommunication, de téléinformatique, de télédistribution ou de transport de gaz, d'électricité ou de fluide		X
	Réalisation de travaux de voiries		X
	Etablissement temporaire au sens de l'article 1er, 4°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an		X
	Projet avec actes et travaux de nature ou d'ampleur limitée et correspondant :		X
	- au placement d'une installation fixe non destinée à l'habitation, non ancrée ou incorporée au sol, et dont l'appui au sol assure la stabilité au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT ;		
	- à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage ou au placement d'une l'installation fixe incorporée au sol ou ancrée au sol au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies : a) la construction ou l'installation est non destinée à l'habitation ; b) l'emprise au sol est inférieure à quarante mètres carrés ; c) les actes et travaux ne nécessitent pas d'excavation de sol ; d) aucune partie du sol n'est munie d'un revêtement imperméable dû aux travaux entrepris dans le cadre du permis ;		X
	- à la modification sensible du relief du sol sur une surface inférieure à quarante mètres carrés et dont la hauteur, en remblai ou en déblai, est de maximum cinquante centimètres par rapport au niveau naturel du terrain ;		X
	- au défrichage ou à la modification de la végétation au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 13°, du CoDT, sur une surface inférieure à vingt mètres carrés ;		X
	- à un boisement au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 10°, lorsque celui-ci est destiné à établir un projet de phytomanagement dont l'objectif n'est pas un assainissement du sol		X

Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.2. Votre demande de permis implique-t-elle soit :

1° la mise en œuvre d'actes et travaux parmi les suivants ? :

Actes et travaux (visés à l'article D.IV.4, alinéa 1 ^{er} , 1°, 4°, 9° et 13° du CoDT)	oui	non
- construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage, ou utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes		X
- reconstruction		X
- modification sensible du relief du sol		X
- défrichement ou modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire		X

☒ Si vous avez répondu non à toutes les situations du tableau ci-dessus, veuillez passer au point 2°.

☐ Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer aux sous-questions suivantes :

Le terrain visé comporte-t-il au moins une pollution connue ou potentielle du sol ?

☐ Oui

Veuillez décrire brièvement les actes et travaux envisagés et joindre un plan localisant clairement la ou les zone(s) de pollution connue ou potentielle du sol et les zones de travaux objet de la demande de permis.

.....
.....

Les actes et travaux précités impliquent-ils une modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols²?

☐ Oui, veuillez décrire les impacts de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

☐ Non., veuillez justifier l'absence d'impact de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

☐ Non, veuillez passer au point 2°.

2° un changement d'usage vers un type plus contraignant (l'usage I étant le plus contraignant et l'usage V étant le moins contraignant), généré par un changement d'affectation (tel que défini à l'annexe 2 du Décret sols) ou d'usage de fait (tel que défini à l'annexe 3 du Décret sols) ?;

² c'est-à-dire une modification de la surface au sol ou un/des remaniement(s) du sol du fait d'actes et travaux susceptibles d'empêcher ou de rendre exagérément difficile des investigations, des analyses ou des actes et travaux d'assainissement visant une pollution du sol identifiée au niveau du terrain ou localisée à proximité directe

a) Veuillez décrire votre situation actuelle :

	Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols	Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V)
Situation de droit (annexe 2)	Z.Activité économique industrielle	V
Situation de fait (annexe 3)	Bureaux, petite industrie, artisanat, parcs scientifiques	V

Remarques complémentaires éventuelles :

b) Veuillez décrire votre situation projetée :

	Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols	Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V)
Situation de droit (annexe 2)	Z.Activité économique industrielle	V
Situation de fait (annexe 3)	Bureaux, petite industrie, artisanat, parcs scientifiques	V

Remarques complémentaires éventuelles :

c) Y a-t-il un changement d'usage vers un usage plus contraignant ?

☐ Oui, justifier brièvement :

☒ Non, justifier brièvement :

Aucun changement d'usage, simplement un renouvellement d'autorisation venant à échéance.

On a voulu être prudent en matière d'urbanisme : le permis unique de 2005 est à durée illimitée pour son volet urbanistique, mais le volet environnement (exploitation) est limité à 20 ans, or il comprend un dépôt de 2.000 tonnes d'agréats divers (neufs) et un autre de 400 tonnes de tout-venant provenant de la centrale de recyclage. Ces dépôts sont donc limités dans le temps, leur renouvellement (volet environnement) s'accompagne d'un volet urbanistique "utilisation habituelle d'un terrain pour l'entreposage de matériaux, déchets, ... (art. D.IV.4, 9° du CoDT)

Cela étant, ces "travaux soumis à permis" n'impliquent pas de modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols, puisque les surfaces concernées sont déjà aménagées (sol et murs en béton) et occupées ; en outre, tant les stocks que les "murs-poids" sont aisément déplaçables s'il fallait vraiment un jour intervenir pour gérer une pollution du sol.

Si vos actes et travaux n'impliquent pas de modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols et que votre projet n'induit pas de changement d'usage vers un type plus contraignant, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.3. Rentrez-vous dans les autres cas de dérogation de réaliser une étude d'orientation prévu par le Décret sols?

- ☐ Oui, veuillez joindre la décision de la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement accordant la dérogation datant de moins de six mois
- ☐ Non, veuillez joindre à ce formulaire une étude d'orientation portant sur le périmètre de la demande de permis, réalisée par un expert agréé, tel que requis par le Décret sol, et veuillez spécifier le numéro de dossier qui lui a été attribué par la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement :

Le soussigné,, déclare et certifie sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature



De gauche à droite et de haut en bas :

1. Vue sur le site depuis la « Voie d'Aisne, sens montée d'Aisne vers Heyd. Pas de vue sur la centrale à béton, mais pas cette dernière grâce au rideau boisé existant.
2. Vue sur le site depuis l'accès commun (Carrière de Préalles + Famenne Bétons).
3. Panoramique des dépôts d'agréats existants, en limite Est du site soit en contrebas de la voirie visée en photo 1.

FAMENNE BETONS s.a.

Demande de permis unique

Annexe 7 : volet urbanistique de la demande

Reportage photo, planche 1 de 2



De gauche à droite et de haut en bas :

4. Zone sur laquelle est prévue l'extension du stockage d'agréats (profitant du mur de soutènement existant à gauche, puis prolongement dans son axe et à la perpendiculaire)
5. Vue dans le sens opposé à la précédente : trémies de dosage d'agréats, avec couverture monopente. Les agréats y sont transférés au chargeur. A droite, la « tour » de malaxage.
6. Vue générale de la centrale depuis le Sud, soit l'intérieur de la carrière ; à droite la centrale de recyclage (Situation existante autorisée par pemris de 2005, aucun projet dans cette zone).

FAMENNE BETONS s.a.

Demande de permis unique

Annexe 7 : volet urbanistique de la demande

Reportage photo, planche 2 de 2

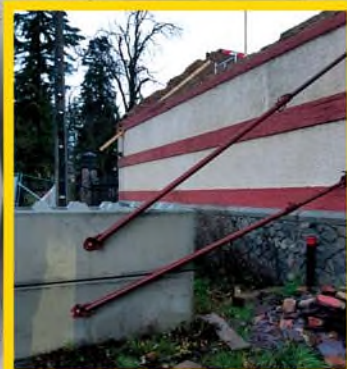
FAMENNE BETONS



Vous propose ses blocs empilables (légo)

Une solution durable et multi-usages :

- Sécuriser des accès
(fêtes diverses, manifestations, rues piétonnes,...)
- Barrer des rues à la circulation
- Ralentisseurs pour des travaux de voirie
- Amarrage chapiteaux
- Création de loges, etc...



**Système d'ancrage
qui permet une manipulation
aisée de chaque bloc**

Nos blocs sont disponibles
en plusieurs dimensions :



Dimensions (cm)	Poids (approx.)
180 x 60 x 60	1500 kg
120 x 60 x 60	1000 kg
90 x 60 x 60	750 kg
60 x 60 x 60	500 kg
160 x 80 x 80	2350 kg
80 x 80 x 80	1175 kg

**N'hésitez pas à nous consulter pour toute information complémentaire.
Contact : info@famenne-betons.com ou 0476/233 422**

**Rue du Parc Industriel, 40 B-6900 Marche-en-Famenne
Tél. : 084/31 30 91 www.famenne-betons.com**